

BUDGET FÉDÉRAL 2021

CENTRE POUR L'AVENIR DU CANADA → CANADA 2030

Perspectives pour un Canada prospère



Deloitte.

Le Centre pour l'avenir du Canada contribue à l'exploration de nouvelles idées, opinions et perspectives portant sur les enjeux nationaux les plus importants de notre pays, dans le but d'aider à faire entrer le Canada dans une nouvelle ère de croissance et de compétitivité. Son équipe est composée de professionnels de Deloitte qui comptent parmi les penseurs les plus innovateurs et qui sont des leaders expérimentés et des influenceurs appréciés dans leur domaine respectif. →



TABLE DES MATIÈRES

Pour visualiser ce document sur une seule page, ou pour activer le défilement sur une seule page dans Adobe Acrobat Reader, choisissez **Affichage > Affichage de page**, et sélectionnez l'une des mises en page suivantes :

Une seule page : affiche une seule page à la fois, sans aucune partie visible sur les autres pages.

Activer le défilement : affiche les pages dans un format vertical continu d'une largeur d'une seule page.

Introduction	04
Population : assurer la croissance et la transition de la population active	06
Secteurs : accroître l'investissement en capital et améliorer la productivité	10
Systemes sociétaux : améliorer la qualité de vie	15
Conclusion	19
Personnes-ressources	21

INTRODUCTION


Au moment de la publication du budget de 2021, le Canada est frappé de plein fouet par une troisième vague de COVID-19. Reflet de cette période sans précédent, et constituant la première véritable occasion pour le Parti libéral du Canada de définir une vision pour le Canada après la pandémie, le budget comporte des choix audacieux pour amener le pays à « mieux se reconstruire » et à remédier aux inégalités structurelles préexistantes mises au jour par la crise actuelle.





→ Mais le budget survient aussi à un moment important pour d'autres raisons : même avant la pandémie, le Canada n'était pas sur la voie d'un avenir prometteur. Le premier rapport *Catalyseur* de Deloitte, intitulé [Une vision pour un Canada prospère en 2030](#) (Catalyseur 2030), publié en 2020, démontrait que la population vieillissante, la faible croissance de la productivité et le manque d'investissements menaient vers une faible croissance économique, la stagnation du niveau de vie et un ralentissement des progrès par rapport aux priorités nationales dans le contexte d'une économie mondiale de plus en plus concurrentielle. Pour que le Canada puisse prospérer au cours de la décennie suivant la COVID-19 et au-delà, il faudra effectuer des investissements ciblés pour relancer la croissance économique, et améliorer la résilience de notre population, de nos secteurs et de nos systèmes sociétaux. Pour ce faire, il convient notamment de s'assurer que les avantages de la reprise sont répartis le plus équitablement possible. Compte tenu de son envergure et de sa portée, nous avons examiné le budget de 2021 du point de vue de la capacité de ses initiatives à soutenir la prospérité du Canada dans le monde de l'après-pandémie.

En effet, le budget de 2021 prévoit d'importants investissements qui stimuleront l'économie une fois la pandémie résorbée, qui auront des retombées pour les années à venir et qui assureront une reprise équitable pour le plus grand nombre de Canadiens possible. En particulier, l'investissement phare dans l'éducation et la garde des jeunes enfants et les mesures destinées à soutenir les personnes racialisées et les autres Canadiens rendus vulnérables par les inégalités structurelles contribueront grandement à cet effort. Cela dit, nous croyons également qu'il faudra en faire plus pour vraiment augmenter la productivité et la compétitivité à long terme, surtout si les déficits sont aussi considérables que prévu et que les taux d'intérêt augmentent.




POPULATION :

ASSURER LA CROISSANCE

ET LA TRANSITION DE

LA POPULATION ACTIVE



Population

Assurer la croissance et la transition de la population active

Dans le contexte du vieillissement de la population canadienne et du faible taux de fécondité, les recherches réalisées dans le cadre du rapport *Catalyseur 2030* révèlent que l'élimination des obstacles auxquels les groupes sous-représentés doivent faire face sur le marché du travail permettrait d'augmenter la population active d'environ 1,7 million de travailleurs et se traduirait par une augmentation du PIB du Canada (d'environ 0,7 % à 0,8 % par année).

Population canadienne de plus de 65 ans

Proportion de la population, en pourcentage



Population vieillissante et diminution de la population active au Canada ([Catalyseur 2030](#))

D'ici 2030, le nombre de Canadiens de plus de 65 ans devrait presque doubler. Compte tenu de cette réalité, et du faible taux de fécondité, la croissance de la main-d'œuvre stagnera au Canada. Le nombre de travailleurs disponibles sera le facteur limitant le potentiel de croissance économique de notre pays.

Le budget de 2021 reconnaît que les obstacles auxquels font face les groupes sous-représentés freinent l'économie. Il comprend de vastes mesures pour faciliter l'accès au marché du travail pour les femmes, les jeunes, les immigrants, les peuples autochtones, les Canadiens de race noire et les personnes handicapées. Ces mesures incluent notamment des investissements pour augmenter les subventions aux étudiants, des fonds philanthropiques et d'investissement, et des programmes de services gouvernementaux, entre autres.

Le gouvernement fédéral a raison de se concentrer sur ces défis. Depuis longtemps, au Canada, les groupes marginalisés sont aux prises avec des disparités économiques, telles que des écarts salariaux, de plus faibles taux de participation au marché du travail ainsi qu'un taux de chômage plus élevé et le sous-emploi. Les recherches de Deloitte ont révélé que la réduction des obstacles du marché du travail et des écarts salariaux pourrait amener, par exemple, 500 000 Canadiens handicapés et 38 000 Autochtones de plus à intégrer le marché du travail d'ici 2030. L'accroissement de la main-d'œuvre entraîne une plus forte croissance de l'économie et des recettes gouvernementales; il s'agit d'un postulat clé du plan du gouvernement en vue de réduire le déficit projeté. Nous pouvons nous attendre à ce que la réduction des écarts salariaux et, par le fait même, la hausse des revenus aient des répercussions générationnelles, en améliorant les perspectives socioéconomiques non seulement pour les travailleurs actuels, mais aussi pour leurs enfants et les collectivités en général.

La question est de savoir si les mesures présentées dans le budget 2021 seront suffisantes pour réaliser la croissance économique nécessaire pour rehausser le niveau de vie des Canadiens. Nous estimons que le budget franchit des pas fondamentaux dans la bonne direction, y compris le financement accru du Fonds pour l'accessibilité, une aide financière généreuse pour les étudiants de niveau postsecondaire, et le soutien de programmes d'entrepreneuriat s'adressant aux femmes, aux Noirs et aux Autochtones du Canada. Le sous-emploi des immigrants entraîne actuellement un coût allant jusqu'à 50 milliards de dollars chaque année en PIB; une reconnaissance plus simple et harmonieuse des titres de compétences étrangers réduirait considérablement les obstacles à l'emploi pour les nouveaux immigrants, leur permettant de trouver un emploi qui mobilise pleinement leurs compétences. Parmi les mesures figurent des investissements pour moderniser l'architecture de base du système d'immigration, augmenter les subventions aux étudiants, le financement philanthropique, le financement d'investissement, les programmes de services gouvernementaux, et plus. Cependant, d'autres investissements transformationnels. Par exemple, alors que le budget prévoit un investissement dans les services aux nouveaux arrivants, comme le conseil à l'emploi et les placements professionnels rémunérés, et comprend 428,9 millions de dollars pour moderniser le Système mondial de gestion des cas. Ce système d'immigration mis à jour devra mener à une reconnaissance plus fluide et plus facile des titres de compétences.

Près du tiers des dépenses annoncées dans le budget de 2021 – soit 30 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années – sera consacré à un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE).

Cette annonce est un changement bien reçu par rapport au manque d'investissement du Canada dans l'AGJE par le passé comparativement à des pays homologues. Les recherches de Deloitte ont démontré que, pour chaque dollar investi dans l'éducation et la garde des jeunes enfants, le rendement du capital investi sur le plan de l'activité économique se situe entre 1,60 et presque 6 dollars. Cela est essentiellement attribuable à l'augmentation de la participation des parents au marché du travail, particulièrement les femmes. De plus, les revenus qui en découlent généreront des recettes gouvernementales supplémentaires qui finiront par dépasser le coût de l'investissement.

Deloitte a estimé que, grâce à l'amélioration de l'AGJE, quelque 90 000 femmes de plus pourraient intégrer le marché du travail d'ici 2030. Les recettes fiscales supplémentaires générées seraient cruciales étant donné les importants déficits gouvernementaux attribuables à la pandémie. Puisque les frais de garde d'enfants sont particulièrement inabornables pour les familles à plus faible revenu, un système d'AGJE contribuerait aussi à réduire la pauvreté et les inégalités. Au fil du temps, il pourrait diminuer la demande à l'égard d'autres programmes qui assurent un filet de sécurité sociale et mener à des économies pour le gouvernement.

Que ce soit sur le plan des montants en dollars ou des résultats souhaités, les investissements prévus au budget de 2021 cadrent avec les récentes recommandations formulées par Deloitte, y compris notre [rapport](#) sur l'AGJE, qui réclamait un système universel d'AGJE s'appuyant sur un financement adéquat, une main-d'œuvre qualifiée et une supervision efficace. On s'attend à ce que les stratégies visant à mobiliser la main-d'œuvre et les infrastructures physiques nécessaires à cette fin figurent à l'ordre du jour des négociations entre Ottawa et les provinces et territoires. S'il est mis en place, ce système d'AGJE contribuerait considérablement à placer le Canada sur une voie plus prospère et inclusive vers 2030 et au-delà.



SECTEURS : ACCROÎTRE L'INVESTISSEMENT EN CAPITAL ET AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ



Secteurs

Accroître l'investissement en capital et améliorer la productivité

Les entreprises canadiennes accusent un retard par rapport à leurs homologues à l'échelle mondiale en raison de la faiblesse des investissements des entreprises et de la faible croissance de la productivité. Selon l'étude réalisée par Deloitte dans le cadre du rapport *Catalyseur 2030*, si le Canada encourageait les investissements dans l'innovation, la propriété intellectuelle et les infrastructures, il pourrait accroître son capital-actions de plus de 230 milliards de dollars et veiller ainsi à ce que notre pays soit plus concurrentiel à l'échelle mondiale.

Afin d'atteindre ce niveau de dépenses d'investissement, le Canada aura besoin d'une solide infrastructure numérique. Cela est un élément essentiel d'une économie novatrice du 21^e siècle permettant aux particuliers et aux entreprises de rivaliser, peu importe où ils se trouvent. L'important investissement de 1 milliard de dollars prévu au budget vient s'ajouter au financement de 6,2 milliards de dollars que le gouvernement fédéral et les organismes fédéraux ont consacré à la large bande universelle depuis 2015. C'est un pas dans la bonne direction pour augmenter l'accès; mais la connectivité abordable est aussi un élément crucial, et cette question primordiale n'est pas abordée dans le budget de 2021.

Bon nombre des entreprises que nous avons interrogées dans le cadre de nos recherches pour le rapport *Catalyseur 2030* ont indiqué que la pandémie a accéléré leurs investissements numériques; toutefois, elles reconnaissent aussi qu'elles devaient niveler vers le haut les investissements dans leur infrastructure numérique, ce qui comprend les données et l'intelligence artificielle (IA). Le budget de 2021 prévoit une somme de 4 milliards de dollars sur quatre ans pour aider les petites et moyennes entreprises (PME) à adopter les nouvelles technologies en vue de faciliter leur croissance. Mais cela exclut les plus grandes entreprises, qui ont aussi besoin d'aide pour obtenir des technologies numériques ou du matériel et outillage, qui amènent une grande part de la prospérité économique dont le pays aura besoin dans les années à venir. Des études que nous avons réalisées par le passé ont aussi révélé que les entreprises canadiennes sont plus susceptibles que leurs homologues d'autres pays d'affirmer qu'elles ralentissent les investissements en IA en raison des risques. L'annonce de l'établissement du poste de commissaire aux données et d'un investissement dans des normes en matière de gouvernance des données à l'échelle du secteur pourrait contribuer à atténuer les préoccupations des entreprises grâce à une réglementation plus claire et cohérente.

Les investissements dans les infrastructures physiques doivent concorder avec les priorités de croissance à l'échelle nationale. L'initiative de l'Évaluation nationale des infrastructures prévue au budget de 2021 permettra d'avoir une idée plus cohérente du manque d'investissements dans les infrastructures, de définir une vision à long terme, de dégager des moyens novateurs d'améliorer la coordination et de déterminer la façon la plus appropriée de financer les besoins du Canada. À l'avenir, les acteurs des secteurs public et privé devraient créer de nouveaux modèles pour contribuer à combler le manque d'investissements dans les infrastructures, et les stratégies d'infrastructure doivent être fondées sur des horizons à plus long terme.

Le budget de 2021 prévoit de nouveaux investissements relativement minimes dans les infrastructures physiques, se contentant de réitérer les engagements préalables du gouvernement fédéral. Toutefois, le financement des initiatives en infrastructure verte, comme la somme de 1,4 milliard de dollars consacrée au Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes et les investissements dans les carburants et l'énergie plus propres, constitue un investissement important dans la résilience et le développement durable des infrastructures nationales. Le virage écologique de ses infrastructures aidera le Canada à atteindre ses objectifs relatifs aux changements climatiques, tout en contribuant à la hausse des dépenses d'investissement.

De nos jours, l'innovation dépend de plus en plus des droits sur la propriété intellectuelle et les données; cependant, comme le Canada ne s'illustre pas au chapitre des demandes de brevets et de leur utilisation stratégique, surtout dans les secteurs autres que numériques, il est désavantagé. Deloitte a constaté que cela est particulièrement vrai pour les PME, qui sont trois fois plus susceptibles de s'être développées au pays et 4,3 fois plus susceptibles de s'être développées à l'étranger si elles détiennent des droits sur la propriété intellectuelle officielle. Le financement consacré à la propriété intellectuelle dans le budget de 2021 par la création du programme de rehaussement de la propriété intellectuelle qui améliore l'accès aux services d'experts en propriété intellectuelle ainsi que l'examen des programmes sont des mesures positives qui seront bien accueillies par les entreprises visées.

Cela dit, l'étude de Deloitte démontre également que les dépenses brutes publiques et privées qui sont consacrées à la recherche et au développement (R&D) au Canada, et qui proviennent largement des plus grandes entreprises au pays, doivent augmenter pour les PME afin de permettre au Canada de rivaliser avec d'autres pays.

Pour accélérer sa croissance économique, le Canada doit voir naître des entreprises de premier plan à l'échelle mondiale dans des secteurs à croissance rapide. Le budget de 2021 comporte bon nombre d'initiatives importantes ayant pour but d'investir dans les avantages concurrentiels uniques du pays et de favoriser l'innovation, y compris une somme de 2,2 milliards de dollars destinée au secteur des sciences de la vie, de 360 millions de dollars pour le lancement de la stratégie quantique nationale et de 443,8 millions de dollars pour soutenir le secteur de l'IA.

Il est évident que le gouvernement fédéral a accordé la priorité au secteur en pleine croissance des technologies propres du Canada. Deloitte croit que c'est un élément essentiel pour atteindre l'objectif de zéro émission de gaz à effet de serre et permettre aux secteurs canadiens de s'imposer sur la scène mondiale au chapitre de l'innovation durable. Les innovations issues du Canada dans ce domaine peuvent aussi alimenter l'économie; en effet, nous avons [constaté](#) que les technologies propres, l'énergie propre ainsi que les produits et les services environnementaux ont gonflé de 60 milliards de dollars le PIB du Canada en 2017, et ont procuré 282 000 emplois hautement rémunérés.

Les investissements dans les technologies propres du budget comprennent notamment 5 milliards de dollars dans l'accélérateur net zéro, une initiative existante qui vise à stimuler le virage du Canada vers les technologies novatrices à zéro émission nette et à attirer les importants investissements nécessaires pour atteindre nos objectifs de carboneutralité d'ici 2050. Le budget propose également d'augmenter la capacité technologique du Canada à capter et à stocker plus de carbone chaque année en instaurant un crédit d'impôt à l'investissement pour le capital investi dans les projets de captage, d'utilisation et de stockage du carbone.

Le budget comporte aussi d'autres initiatives visant à aider les entreprises de technologies propres à saisir des possibilités d'exportation et à attirer des investissements du secteur privé dans ce domaine au pays. Il réduit également de 50 % les taux d'imposition générale des sociétés et des petites entreprises qui fabriquent des technologies à zéro émission, sur la partie admissible de leur revenu attribuable à la fabrication de technologies à zéro émission. Toutes ces mesures ont des retombées importantes, mais l'on note l'absence d'un plan concret pour assurer la transition du secteur canadien des ressources.

Le budget propose aussi d'élargir l'accès au crédit pour les petites entreprises, de faciliter l'accès à du capital et à des conseils aux entrepreneurs, d'aider les PME innovantes à accéder à de l'expertise et à du capital pour assurer leur croissance, et d'accélérer la réduction des obstacles au commerce au Canada.

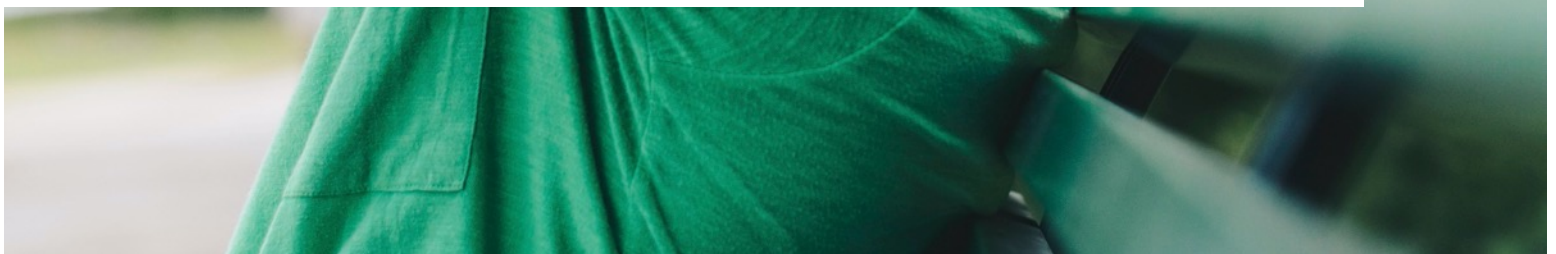
Les études que nous avons effectuées par le passé démontrent que les entreprises en démarrage et les PME doivent mobiliser davantage de capitaux à un stade avancé afin de pouvoir prendre de l'expansion, investir dans l'innovation, améliorer leur productivité et accéder à de nouveaux marchés. Pour permettre à l'économie de prospérer, il faut absolument éliminer les obstacles à la réussite et à la croissance des entreprises en démarrage dans les secteurs prioritaires, et nous sommes heureux des engagements en ce sens prévus dans le budget. Cependant, ceux-ci auraient pu aller plus loin, notamment par des mesures visant à promouvoir des domaines d'investissement privé productifs et des incitatifs fiscaux favorisant une plus forte croissance.



SYSTÈMES SOCIÉTAUX :

AMÉLIORER LA QUALITÉ

DE VIE



Systemes societaux

Ameliorer la qualite de vie

Une croissance solide et durable du PIB offre plus d'occasions economiques et d'augmentation du niveau de vie pour tous les Canadiens. Deloitte a constate que si les recettes gouvernementales etaient 9 % plus elevees, des fonds additionnels de 100 milliards de dollars seraient disponibles chaque annee pour des priorites comme la creation d'un filet social plus souple, l'elaboration d'une strategie nationale relative aux aines et au vieillissement, et l'etablissement d'une feuille de route pour atteindre les objectifs du pays en changements climatiques.

Lorsque la crise sanitaire mondiale a frappe et que la premiere vague de mesures de confinement a defere sur le pays, plus de trois millions de Canadiens ont perdu leur emploi. Il etait evident des le depart que bon nombre de travailleurs occupant des emplois non essentiels ne seraient pas admissibles a l'assurance-emploi, ce qui a mis au jour d'importantes lacunes dans l'actuel filet social du Canada. Le gouvernement a reagi en mettant sur pied la prestation canadienne d'urgence (PCU), mais ce n'etait qu'un programme temporaire.

Dans le rapport *Catalyseur 2030*, Deloitte demandait au gouvernement de reformer les programmes canadiens de securite du revenu pour qu'un plus grand nombre de Canadiens puissent s'en prevoir. La proposition du budget de 2021 d'etendre les prestations offertes aux travailleurs canadiens pour rehausser la participation au marche du travail et assurer que les soutiens secondaires – habituellement des femmes – ne soient pas dissuades de retourner au travail constitue une premiere mesure

efficace. Le financement supplementaire de 3 milliards de dollars pour faire passer la periode de prestations de maladie de 15 a 26 semaines accordera egalement plus de souplesse et d'equite aux travailleurs partout au pays. Quoi qu'il en soit, le gouvernement ne comble pas les lacunes dans la Prestation canadienne de maladie pour la relance economique, son actuel programme de congés de maladie payés, ce qui, selon plusieurs premiers ministres provinciaux, contribuerait à réduire le nombre de cas de COVID-19 qui se propagent dans les lieux de travail.

Par ailleurs, nous accueillons favorablement la proposition du gouvernement d'injecter 3,9 milliards de dollars sur trois ans en vue de rendre l'assurance-emploi plus accessible, et de tenir des consultations aupres des Canadiens et des employeurs a l'egard de la reforme de l'assurance-emploi. Il faudra deployer plus d'efforts, en se fondant sur des elements probants et en assurant la coordination avec les programmes de securite du revenu provinciaux, pour transformer fondamentalement le filet social tout en evitant les chevauchements et les manquements. En effet, tous les paliers de gouvernement doivent unir leurs efforts pour creer des structures de prestations de retraite et de sante plus transférables et moins liees a l'employeur. Deloitte croit qu'un filet de securite sociale plus souple doit etre mis en place pour completer l'aide gouvernementale au recyclage et a l'actualisation des competences afin de permettre aux travailleurs d'ameliorer leurs competences et de s'orienter vers leur prochain emploi.

La pandémie de COVID-19 a également exposé des manquements tragiques dans l'approche du Canada envers les soins dispensés aux aînés, tandis que le Canada a connu l'un des taux de mortalité les plus élevés au monde dans ses établissements de soins de longue durée. Son système de soins de santé aux aînés était déjà mis à rude épreuve même avant la crise. Deloitte a demandé au gouvernement de considérer ce moment comme une occasion d'apporter des changements systémiques afin de transformer le Canada en leader dans le domaine des soins aux personnes âgées.

Dans le rapport intitulé [*Faire du Canada le meilleur endroit au monde où vieillir d'ici 2030*](#), Deloitte a défini un objectif ambitieux : d'ici 2030, les Canadiens de plus de 65 ans auront accès à un écosystème centré sur les aînés, qui leur offre de la dignité et du respect, des choix, des parcours de soins harmonieux ainsi qu'une autonomisation financière. Le budget de 2021 franchit des étapes importantes vers la concrétisation de cette ambition, mais rate une occasion historique de transformer complètement le système des soins aux aînés avec la même intention et tout autant d'attention que dans le cas de l'éducation et de la garde des jeunes enfants.

Deloitte comptait aussi sur un investissement considérable pour aider les personnes âgées à vieillir à domicile. La somme de 90 millions de dollars consacrée au lancement de l'initiative pour vieillir dans la dignité à la maison aidera les aînés à faible revenu et autrement vulnérables à vieillir chez eux, mais elle manque l'occasion de permettre de façon tangible aux personnes âgées de demeurer dans leur domicile le plus longtemps possible. La proposition visant à bonifier les prestations de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 75 ans et plus s'établit à 12 milliards de dollars; ce financement aurait potentiellement pu être mieux affecté à des soins aux aînés ou à des mesures permettant aux personnes âgées de vieillir chez eux.

La somme de 3 milliards de dollars sur cinq ans, à compter de 2022-2023, consacrée à la création de normes en soins de longue durée correspond à la recommandation clé formulée par Deloitte quant à la négociation de normes pancanadiennes pour la qualité des soins, mais le montant investi est démesuré par rapport au résultat souhaité, soit la transformation du système de soins aux aînés. Une [analyse](#) réalisée conjointement par Deloitte et l'Association médicale canadienne indique que si les problèmes structurels touchant les soins aux aînés ne sont pas réglés, le coût de prestation des soins de longue durée devrait presque doubler entre 2019 et 2031, passant d'environ 29,7 milliards de dollars à 58,5 milliards de dollars.

En ce qui a trait au personnel des établissements de soins aux aînés, le budget de 2021 a affecté 960 millions de dollars à la formation des Canadiens pour les aider à accéder à des emplois là où il y a d'importantes pénuries de main-d'œuvre – comme les préposés aux services de soutien. Il s'agit d'une mesure clé pour favoriser une main-d'œuvre spécialisée, que Deloitte réclamait pour répondre au besoin de travailleurs détenant une accréditation en soins aux aînés. Nous maintenons qu'il existe toujours une possibilité de simplifier l'octroi de permis d'exercice pour l'ensemble des territoires afin d'offrir des services virtuels et combler les pénuries de personnel, particulièrement dans les plus petites provinces. Il convient aussi d'établir un meilleur lien entre les programmes de formation professionnelle et les exigences du marché du travail des soins aux aînés.


Même si, à l'heure actuelle, la COVID-19 constitue la plus grande menace envers la santé et la prospérité, le Canada ne peut se permettre de perdre du terrain face à la menace croissante que présentent les changements climatiques. Nous devons créer une feuille de route concrète vers la décarbonation. À juste titre, le budget de 2021 place les changements climatiques au cœur des priorités du plan de reprise

économique du gouvernement, traçant une feuille de route de 17,6 milliards de dollars vers la décarbonation et comportant 42 programmes. Ces programmes visent à aider le Canada à réaliser son objectif de conserver 25 % de ses terres et de ses océans d'ici 2025, à atteindre son nouvel objectif de réduction de ses émissions de 36 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030 (au-delà de son engagement dans le cadre de l'Accord de Paris) et à respecter son engagement antérieur à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Parmi les mesures précises, citons des prêts sans intérêt à hauteur de 4,4 milliards de dollars pour aider les propriétaires à rénover leur maison, ainsi qu'un financement de 1,4 milliard de dollars pour renforcer la résilience climatique du Canada, de 2,3 milliards de dollars sur cinq ans pour conserver jusqu'à 1 million de kilomètres carrés supplémentaires de terres et d'eaux intérieures, et de 976,8 millions de dollars pour protéger le littoral canadien. Cependant, le budget n'énonce pas clairement de plan de transition du secteur des ressources vers des solutions à faible émission de carbone. Ce plan est un élément crucial pour que le Canada puisse atteindre ses objectifs climatiques.

CONCLUSION

*Dans **Une vision pour un Canada prospère en 2030**, nous affirmions que si le Canada veut réaliser des progrès mesurables par rapport aux difficultés qui nous attendent et créer un avenir prospère pour tous les Canadiens, nous devrions collectivement faire les choses différemment.*



→ La pandémie mondiale a montré clairement qu'une solide croissance économique n'est pas le remède à tous les maux, comme c'était le cas par le passé; les gains doivent aussi être répartis équitablement dans l'ensemble de la société afin de créer des occasions pour tous les Canadiens.

Dans l'ensemble, le budget de 2021 prévoit largement les bons types d'investissements pour accélérer la reprise économique de façon plus équitable. Plus particulièrement, l'investissement inédit dans les services de garde et l'accent sur le virage écologique de l'économie canadienne favoriseront la résilience des populations et des infrastructures dans les années à venir. À cet égard, le budget franchit des étapes pour jeter les bases de la reprise au Canada dans le monde de l'après-pandémie.

Cela dit, certains nouveaux engagements viennent augmenter le déficit sans toutefois contribuer à la croissance qui s'imposera pour combler le déficit structurel et les dettes nationales, ce qui porte à croire que des calculs électoraux ont été pris en compte, en plus des facteurs économiques. Pour nous assurer que le Canada ne reprend pas sa trajectoire antérieure à la pandémie, et que l'économie est en bonne posture pour résister aux éventuels contrecoups, nous devons en faire plus pour augmenter les investissements et améliorer la compétitivité en général, en mettant particulièrement l'accent sur de meilleures conditions pour toutes les entreprises, toutes tailles confondues.

Nous croyons que le budget de 2021 est un bon point de départ dans la bonne direction vers un Canada plus équitable et prospère pour tous.

PERSONNES-RESSOURCES

Georgina Black

Associée directrice, Services gouvernementaux
et publics et Soins de santé
geoblack@deloitte.ca

Craig Alexander

Économiste en chef et conseiller de direction
craigalexander@deloitte.ca

Mike Nethercott

Associé directeur, Positionnement sur le marché
et Centre pour l'avenir du Canada
mnethercott@deloitte.ca

Mike Smith

Leader, Bureau national de la Fiscalité
michaesmith@deloitte.ca

Alexandra Wilkinson

Directrice principale, Politiques publiques,
Centre pour l'avenir du Canada
alwilkinson@deloitte.ca



À propos de Deloitte

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans différents secteurs. Deloitte sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500MD par l'intermédiaire de son réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires, qui offre les compétences de renommée mondiale, le savoir et les services dont les clients ont besoin pour surmonter les défis d'entreprise les plus complexes. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir www.deloitte.com/ca/apropos.

Notre raison d'être mondiale est d'avoir une influence marquante. Chez Deloitte Canada, cela se traduit par la création d'un avenir meilleur en accélérant et en élargissant l'accès au savoir. Nous croyons que nous pouvons concrétiser cette raison d'être en incarnant nos valeurs communes qui sont d'ouvrir la voie, de servir avec intégrité, de prendre soin les uns des autres, de favoriser l'inclusion et de collaborer pour avoir une influence mesurable.

Pour en apprendre davantage sur les quelque 330 000 professionnels de Deloitte, dont plus de 11 000 font partie du cabinet canadien, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [Twitter](#), [Instagram](#), ou [Facebook](#).